

Toepassing van artikel 51 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad.
Interpellatie van S. BENNANI, gemeenteraadslid, betreffende het opvangcentrum voor migranten "Belrefugees"

La représentante des habitants donne lecture du texte suivant :

De vertegenwoordigster van de bewoners leest de volgende tekst voor:

Je prends la parole aujourd'hui au nom du Comité de quartier de Meersman, mais aussi au nom de nombreux habitants de Cureghem, qui n'en peuvent plus, qui sont épuisés, inquiets, en colère, et surtout profondément déçus par l'absence de réponses structurelles de votre part.

Notre intervention porte aujourd'hui sur le centre « BelRefugees », mais plus largement sur l'état général du quartier de Cureghem, qui cumule depuis des décennies des problèmes de propreté, d'insécurité, de mobilité, de santé publique et de manque d'espaces verts, sans que des solutions durables n'aient été mises en place.

Une situation devenue insupportable autour du centre « BelRefugees ».

Depuis l'installation du centre « BelRefugees » (en mai 2024) la situation sur et autour de la rue Docteur de Meersman s'est considérablement dégradée. Nous ne parlons pas ici d'un malaise passager ou d'un inconfort subjectif. Nous parlons de faits répétés, observables, documentés, signalés, et pourtant laissés sans réponse adéquate.

Nous constatons :

- Des rassemblements quotidiens devant le centre et dans les rues avoisinantes.
- Des consommations visibles de substances, à toute heure de la journée.
- Des comportements agressifs, des cris, des menaces, parfois des objets brandis contre des passants.
- Des dépôts de déchets, des nuisances sanitaires, des odeurs, de l'urine dans l'espace public.

- Des riverains qui n'osent plus sortir, rentrer chez eux, ni laisser leurs enfants jouer dehors.
- Depuis peu, certaines personnes défèquent dans la rue ou dans les recoins du quartier, laissant les riverains confrontés à des conditions de vie indignes. À cela s'ajoute une multiplication de comportements agressifs. Les agressions verbales et physiques envers les habitants sont en nette augmentation, créant un climat permanent de peur et d'insécurité.
- Cerise sur le gâteau, un couple s'est livré à des actes sexuels derrière l'église ; en pleine rue devant les passants, sans la moindre gêne, illustrant le niveau de dégradation de la situation.

Cette situation crée un climat d'insécurité permanent, incompatible avec une vie de quartier digne, paisible et respectueuse.

Une perte totale de confiance dans la capacité des autorités à gérer cette situation.

Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est que l'autorité communale et les services de police sont dépassés par ce centre. Nous ne le disons pas avec plaisir, mais avec lucidité. Les interventions sont ponctuelles, non coordonnées, inefficaces à long terme. Les mêmes scènes se reproduisent jour après jour, semaine après semaine, mois après mois.

Les habitants :

- signalent via « FixMyStreet »,
- écrivent à la Commune,
- interpellent les services,
- participent à des réunions,
- proposent des solutions, mais rien ne change.

Pire encore, la présence de ce centre attire et concentre d'autres formes de marginalité et de nuisances, créant un effet d'aggravation cumulative dans un quartier déjà fragilisé.

« BelRefugees » n'est pas un cas isolé : un empilement de structures sans vision globale.

« BelRefugees » n'est pas le seul établissement dans le quartier. Nous avons aussi :

- « LAMA » asbl,
- « Macadam » asbl,
- deux SAMU social, à la Porte d'Anderlecht et au square de l'Aviation,
- et d'autres structures d'aide et de prise en charge.

Nous ne remettons pas en cause leur utilité sociale ni même la façon dont le centre est géré ou les efforts réalisés pour sécuriser ce qui s'y vit et les abords immédiats. Mais ce que nous dénonçons, c'est l'absence totale de stratégie globale, de répartition territoriale équilibrée, de concertation avec les habitants, et de plan d'accompagnement sécuritaire et sanitaire.

Résultat, Cureghem devient un territoire de concentration de toutes les urgences sociales de la Région, sans que les moyens, les infrastructures et les dispositifs de sécurité ne suivent.

Ce n'est pas de la solidarité. Ce n'est pas de l'inclusion. C'est de l'abandon territorial organisé, aussi bien par la Région que par la Commune d'Anderlecht !

Un quartier laissé à l'abandon depuis plus de 30 ans.

Il faut le dire clairement, ce que nous vivons aujourd'hui est le résultat de décennies de négligence politique.

Depuis plus de 30 ans :

- Le quartier manque cruellement d'espaces verts,
- Les voiries sont dégradées,

- La mobilité est chaotique,
- La propreté est défaillante,
- L'insécurité est chronique,
- Les habitants et comités de quartier sont peu consultés, rarement écoutés, et jamais réellement associés aux décisions qui les concernent.

Nous avons le sentiment d'être un territoire sacrifié, une zone tampon, un lieu où l'on place ce que d'autres quartiers refusent.

Et aujourd'hui, vous nous présentez cette situation comme un défi complexe, alors qu'elle est surtout le résultat d'une incompétence structurelle, d'un manque de vision, de courage politique et de volonté de transformation réelle.

Des habitants épuisés, en colère, et profondément blessés.

Les habitants de Cureghem ne sont pas hostiles à l'accueil, ni à la solidarité, ni à la justice sociale. Beaucoup d'entre nous sont engagés dans des associations, des comités, des actions citoyennes.

Mais ce que nous refusons, c'est :

- d'être exposés quotidiennement à l'insécurité,
- de voir nos enfants grandir dans un climat de peur,
- de voir nos personnes âgées enfermées chez elles, ainsi que les jeunes filles/femmes,
- de vivre dans un quartier où la dignité humaine est bafouée,
- d'être systématiquement ignorés par les autorités.

Aujourd'hui, nous ne demandons plus des promesses. Nous ne demandons plus des réunions. Nous ne demandons plus des diagnostics. Nous demandons des actes immédiats !

Notre demande est claire : LA FERMETURE IMMÉDIATE DU CENTRE « BELREFUGEE » !

Le Comité de quartier de Meersman ainsi que d'autres comités tel que « Les Femmes de Cureghem » et « Vigilance Cureghem » demandent officiellement la fermeture du centre « BelRefugee » dans ce quartier !

Cette demande ne vient pas d'un rejet des personnes, mais d'un constat d'échec :

- Échec de la gestion.
- Échec de l'encadrement.
- Échec de la cohabitation.
- Échec de la protection des habitants.

De nombreux habitants et comités de quartier ont envoyé des courriers et des e-mails répétés à la Commune pour demander cette fermeture, face à l'aggravation continue des nuisances, de l'insécurité et de la dégradation de l'espace public.

Maintenir ce centre dans ces conditions, c'est faire le choix politique de sacrifier un quartier et ses habitants.

Cureghem n'est pas un brouillon. Cureghem n'est pas un laboratoire d'essai. Cureghem n'est pas une zone d'expérimentation sociale où l'on teste des politiques sans en assumer les conséquences.

À Cureghem, il y a des vies, il y a des enfants qui grandissent, des étudiants qui tentent de réussir, des travailleurs qui se lèvent tôt et rentrent tard, des mères isolées, des personnes âgées, des familles entières qui aspirent simplement à vivre dignement.

À Cureghem, les habitants ne demandent pas des privilèges. Ils demandent le respect, la sécurité, la propreté, l'accès à un espace public apaisé, humain, vivable. Ils demandent surtout que leurs quartiers cessent d'être traités comme des zones sacrifiées et zones de non-droit, où l'on concentre les problèmes sans concentrer les

solutions, où l'on impose des dispositifs sans concertation, où l'on expérimente sans évaluer, où l'on décide sans écouter (en exemple, la mise en place du centre sans avoir prévenu le Collège et habitants lors de la réunion « secrète » du 23 mai 2024 entre la Région et la Commune !).

Cureghem mérite mieux que des rustines. Cureghem mérite mieux que des promesses. Cureghem mérite mieux que des réponses temporaires à des crises structurelles. Cureghem mérite une politique publique et sociale à la hauteur de ses habitants, une politique fondée sur la dignité humaine, la justice sociale, l'égalité territoriale et le droit fondamental de chacune et chacun à vivre en sécurité, dans un environnement sain, respectueux et humain.

Parce qu'à Cureghem, il n'y a pas des chiffres. Il y a des visages. Il y a des histoires. Il y a des vies.

Nous exigeons :

1. La fermeture du centre « BelRefugees » dans le quartier de Cureghem.
2. Une révision complète de la politique communale d'implantation des structures sociales et plus particulièrement des centres d'hébergement, avec concertation obligatoire des habitants.
3. Un plan global pour Cureghem, incluant :
 - Sécurité,
 - Propreté,
 - Mobilité,
 - Espaces verts,
 - Infrastructures sociales et culturelles,
 - Participation citoyenne réelle.
4. Un engagement politique clair et transparent, chiffré, daté, évalué, et public.

Pour conclure, Cureghem n'est pas un problème à gérer. Cureghem est un territoire à respecter. Ses habitants ne sont pas des variables d'ajustement. Ils sont des citoyens à part entière.

Aujourd'hui, vous êtes face à un choix politique :

- Soit continuer à gérer la crise à coups de mesures temporaires et inefficaces.
- Soit reconnaître l'échec actuel et engager un changement structurel réel et ce, avant les prochaines élections !

Le Comité de quartier de Meersman a choisi son camp : celui de la dignité, de la sécurité, de la justice territoriale et du respect des habitants.

Nous attendons désormais que vous choisissiez le vôtre.

Je tiens à préciser que je ne souhaite pas recevoir de réactions de la part des Conseillers, Échevins ou du Bourgmestre à la suite de cette intervention.

Nous ne voulons plus de discours préparés, de textes qui ne seront pas respectés, ni de promesses devenues mensongères parce que, dans les faits, les Échevins n'ont ni les compétences effectives ni les moyens d'exécuter ce qu'ils annoncent. Trop souvent, nous avons assisté à des engagements sans suite, à des annonces sans actes, à des plans sans résultats (en exemple les travaux sur de la place Docteur de Meersman où nous attendons le résultat des service « Mobilité » et « Travaux publics »).

Nous ne voulons plus entendre des bilans flatteurs sur des mandats passés ou présents, alors que le terrain, lui, raconte une toute autre réalité. L'exemple du mandat précédent, notamment sous la responsabilité de « Écolo/Groen », est parlant : des compétences-clés ont été mal gérées (par exemple la « Propreté », la « Mobilité », l'Égalité des Chances, etc.), je ne citerai pas de noms ils/elles se reconnaîtront ! Des priorités ont été négligées, et les choix posés ont contribué à aggraver la situation que nous vivons aujourd'hui à Cureghem.

Nous ne sommes pas venus ici pour recevoir des justifications, mais pour dénoncer une réalité vécue quotidiennement par les habitants. Nous ne demandons pas des discours, nous demandons des actes concrets, mesurables et immédiats.

Nous ne sommes pas pour une fermeture au dialogue, mais pour un refus clair de la politique des promesses non tenues, des effets d'annonce et de la communication sans impact réel sur le terrain. Les habitants de Cureghem méritent mieux que des paroles : ils méritent des résultats !

S. BENNANI donne lecture du texte suivant :

S. BENNANI leest de volgende tekst voor:

Un courrier daté du 13 mai 2024 a été adressé à certains riverains du quartier de Cureghem afin de les informer de l'ouverture d'un dispositif d'hébergement pour personnes en migration, rue de la Clinique, porté par la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, « Belrefugees » et soutenu par la précédaant Gouvernement bruxellois.

Ce centre, d'une capacité annoncée de 188 places, s'inscrit, selon ses promoteurs, dans une réponse globale à la situation migratoire, avec un encadrement professionnel 24h/24 et un accompagnement social et juridique.

Sur le principe, la nécessité d'un accueil digne ne fait pas débat. En revanche, la méthode, la localisation et les informations communiquées posent de sérieuses questions.

D'abord, lors de la réunion d'information organisée à destination des riverains, à laquelle vous étiez présents, il leur aurait été indiqué que ce centre accueillerait principalement des réfugiés ukrainiens. Or, selon les informations dont nous disposons aujourd'hui, ce ne serait pas le cas. Cette divergence entre le discours tenu et la réalité attendue interroge directement sur la transparence du processus et la confiance que l'on peut accorder aux informations communiquées aux habitants.

Ensuite, le choix de localisation suscite une incompréhension profonde. Pourquoi, une fois encore, concentrer ce type de dispositif à Anderlecht, et plus particulièrement dans

le quartier de Cureghem, déjà confronté à des difficultés majeures et persistantes en terme de sécurité, de mobilité et de malpropreté ?

Les témoignages des riverains sont sans ambiguïté : insalubrité croissante, présence de déchets dans l'espace public, incivilités répétées, situations de dégradation avancée.

En effet, certains riverains évoquent même des scènes de défécation en rue ainsi qu'un sentiment d'insécurité particulièrement marqué chez les femmes, les personnes âgées et les familles.

Dans ce contexte, l'ajout d'un nouveau centre d'accueil de grande capacité, sans vision claire de répartition territoriale ni renforcement visible des moyens, est perçu comme une pression supplémentaire sur un quartier déjà à bout.

La solidarité ne peut pas reposer toujours sur les mêmes quartiers, ni se construire au détriment du bien-être des habitants qui y vivent déjà dans des conditions difficiles.

Elle exige équilibre, transparence et responsabilité.

Dès lors, Monsieur le Bourgmestre, j'ai quelques questions à vous poser :

1. Pourquoi Anderlecht, et plus spécifiquement Cureghem, continue-t-il à accueillir de manière disproportionnée ce type de structures ? Existe-t-il une stratégie régionale de répartition équilibrée entre les communes bruxelloises ?
2. Combien de centres d'accueil pour personnes en migration ou en situation de grande précarité existent aujourd'hui sur le territoire d'Anderlecht, en ce compris les dispositifs du « SAMU » social ? Quelle est leur capacité totale cumulée ?
3. Quelle est la durée prévue d'exploitation de ce centre rue de la Clinique ? S'agit-il d'un dispositif temporaire ou pérenne ?
4. Quelles garanties concrètes peuvent être apportées en matière de sécurité, de propreté publique et de cohabitation avec les riverains, notamment pour les publics vulnérables ?

5. Quels moyens supplémentaires, policiers, préventifs, sociaux, seront déployés spécifiquement dans le quartier pour accompagner cette implantation ?

6. Enfin, pour quelles raisons les riverains n'ont-ils pas été informés de manière complète, uniforme et transparente dès le départ ?

F. BEN HADDOU :

Je voudrais d'abord remercier les représentants du comité de quartier De Meersman, pour sa présence et pour la clarté de son interpellation.

Vous êtes aujourd'hui les porte-parole de nos quartiers en souffrance, des habitants qui, depuis trop longtemps, se sentent abandonnés par les autorités. Ce que vous décrivez — l'insécurité, la dégradation de la propreté, ce sentiment d'être une zone tampon — ce n'est pas une simple perception : c'est une réalité vécue. J'y habite et je sais de quoi vous parlez.

Cependant, alors que certains ici, dans la majorité, font semblant de s'interroger sur le caractère temporaire ou pérenne de ces structures, la réponse est déjà écrite dans les documents du nouveau gouvernement régional.

Madame BENNANI, députée au Parlement bruxellois, vous demandez si le centre de la rue de la Clinique est pérenne ? La réponse est dans la note d'orientation "Social-Santé" de votre Gouvernement bruxellois, dont les partis composent aussi notre Collège communal.

Vous êtes bien députée au Parlement bruxellois, députée dans la majorité ? A vous entendre, on a l'impression que pas du tout, et pourtant, le poste budgétaire prévoit explicitement des investissements dans la pérennité du site "Clinique".

Et c'est ça, justement le projet d'ordonnance que demain, à la plénière, vous allez voter.

Ma question est de savoir si le site "Clinique", mentionné dans le projet d'ordonnance, est bien à la rue de la Clinique ?

Il faut vraiment arrêter ces discours de circonstance, pendant que certains viennent ici soutenir les habitants pour l'image, leur propre formation politique à la Région valide le maintien et l'extension de ce site.

Le Gouvernement bruxellois vise à économiser dix millions d'Euros par an. Sur le dos de qui ? Et comment compte-t-il économiser ? En rationalisant, c'est-à-dire en fermant des centres et les concentrer sur quelques-uns ; en augmentant la capacité des centres qu'ils vont garder pour faire des économies.

Et le pire dans tout ça, c'est "encore plus économique" en réduisant drastiquement l'encadrement de ces bénéficiaires. Le modèle prévoit de passer de 20 à seulement 12 équivalents temps plein pour le personnel.

C'est une insulte aux habitants bruxellois et, pire si c'est confirmé, aux habitants de nos quartiers et Cureghem particulièrement.

On veut entasser plus de personnes dans des structures plus grandes, tout en diminuant de moitié le personnel chargé de l'encadrement et de la cohabitation, c'est une recette mathématique pour le chaos et ce sont les Anderlechtois qui en payeront le prix de la tranquillité, ainsi que les personnes les plus vulnérables qui vont dans ces centres pour cause de choix politiques.

Ces comités de quartier ont raison de dénoncer un abandon territorial organisé.

La Région veut réduire le nombre de lieux d'accueil, passant de plus de 30 lieux actuellement à des structures plus grandes et concentrées.

Je vais le répéter : le « PTB » ne demande pas la fermeture pour envoyer ces gens à la rue, mais on refuse que l'on sacrifie systématiquement les mêmes quartiers déjà fragilisés par la pauvreté et les problèmes de drogue.

Monsieur le Bourgmestre, allez-vous continuer à accepter que la Région fasse des économies de plus de dix millions d'Euros en précarisant encore davantage le quartier de Cureghem ?

Les habitants attendent des actes.

C. CHERFAN :

Chers citoyens anderlechtois et surtout ceux de Cureghem, envers qui j'ai beaucoup d'estime et je vous respecte énormément, parce que vous avez beaucoup de courage : vous êtes des guerriers pour continuer à vivre dans des conditions pareilles.

Je vais être très clair : ce que les habitants de Cureghem vivent aujourd'hui, ce n'est plus acceptable.

Insécurité, saleté, tension et surtout un sentiment d'abandon total.

Et arrêtez de faire comme si vous découvriez la situation ! Ça fait des mois, des années, que les habitants alertent, parlent, signalent, et rien ne change.

Nous, à la « Team Fouad Ahidar 1070 », on soutient cette interpellation parce qu'elle dit la vérité du terrain.

Le problème, ce n'est pas la solidarité, le problème c'est votre gestion.

On concentre tout à Cureghem, sans plan, sans vision, sans respect pour les habitants.

À un moment donné, il faut arrêter les discours : soit vous reprenez le contrôle, soit vous assumez que vous avez laissé ce quartier dériver.

Nous, on choisira toujours le habitants.

Monsieur le Bourgmestre donne lecture du texte suivant :

De Heer burgemeester leest de volgende tekst voor:

Nous sommes pleinement conscients des nuisances que subissent les habitants et usagers de votre quartier en matière de sécurité, de tranquillité et de propreté publique.

Soyez assurés que cette situation fait l'objet d'un suivi hebdomadaire lors des réunions opérationnelles que j'organise avec les services de police, de propreté et de prévention.

Au quotidien, ces services sont mobilisés sur le terrain afin de répondre aux nombreux appels et signalements émanant des riverains. Concrètement, cela se traduit notamment par :

- des centaines d'arrestations réalisées grâce à un déploiement policier renforcé dans le secteur ;
- l'enlèvement de quantités très importantes de déchets par nos équipes de propreté ;
- la conduite de multiples opérations de police judiciaire visant les réseaux criminels ;
- des contrôles intensifs de commerces et d'établissements susceptibles de générer des nuisances.

Je tiens à réaffirmer l'engagement total des équipes communales et des services de police, qui mettent tout en œuvre pour endiguer les phénomènes que vous dénoncez alors que nous recevons pas de moyens structurels supplémentaires pour faire face à ces fléaux.

Cependant, et vous avez raison de le souligner, ces actions, à elles seules, ne suffisent pas.

Dans ce contexte, la présence de plusieurs centres d'hébergement accueillant un public en situation d'errance suscite légitimement des interrogations. Les autorités communales ont toujours affirmé leur volonté de répondre, avec solidarité, aux difficultés majeures rencontrées par les personnes sans abri, parmi lesquelles figurent de nombreuses familles. Nous assumons pleinement cette responsabilité.

Néanmoins, cette solidarité doit être partagée à l'échelle de la Région bruxelloise, et même du pays tout entier. Force est de constater qu'à ce jour, certains territoires, notamment les quartiers proches des grandes gares, concentrent une part disproportionnée de ces problématiques.

Par ailleurs, l'effet cumulatif de la présence de plusieurs centres dans des quartiers déjà fragilisés sur les plans économique et social, marqués notamment par un déficit d'espaces verts et des difficultés d'accès à certains droits, ne peut être ignoré. Nous le disons clairement : Cureghem n'est pas un lieu approprié pour une multiplication de ce type d'infrastructures.

Mme BENNANI questionne sur le nombre de structures d'accueil à Anderlecht. Il y en a 7 à savoir :

-

- 1) Site square Marie Curie 1 (Croix Rouge)
- 2) Site square Marie Curie 2 (Ukrainian Voices)
- 3) Clinique (BelRefugees)
- 4) Poincaré (SAMU social)
- 5) Prince de Liège (SAMU social)
- 6) Citoyens, anciennement La Roseraie (BelRefugees)
- 7) Frans Hals (SAMU social)

Les capacités d'hébergement fluctuent mais en tout ce sont plus de 1200 personnes de profils très variables qui sont accueillies dans ces centres dont, je le rappelle, nous n'assumons pas la gestion et pour lesquels nous n'avons pas été concerté avant ouverture.

Toutefois, afin de répondre concrètement aux préoccupations des riverains, nous avons engagé un dialogue constant avec les responsables des centres concernés.

Notre priorité est notamment la mise en place de zones de sécurité dites « Vigilis », l'une de ces conventions étant d'ailleurs soumise ce jour au conseil communal pour le centre « Poincaré » sachant que la convention est déjà passée pour la rue de la Clinique.

Ce dispositif vise à assurer la présence d'agents de sécurité formés, capables d'intervenir tant à l'intérieur des centres qu'à leurs abords immédiats sur la voie publique.

S'agissant plus particulièrement du centre « Clinique » géré par « BelRefugees », j'ai récemment rencontré au nom du Collège plusieurs représentants des autorités régionales.

En toute transparence, et sur la base de rapports établis par les services de police, j'ai exigé la mise en œuvre rapide de mesures structurelles afin de réduire la pression sur le voisinage et les nuisances constatées.

Ces mesures, actuellement en voie de finalisation, devraient entrer en application dans les prochaines semaines. Elles visent notamment à diminuer notablement le nombre de personnes accueillies et à renforcer les équipes de sécurité actives dans et autour du centre. Les services de police, quant à eux, continueront de suivre attentivement l'évolution de la situation sur le terrain.

Nous assurons un suivi rigoureux de ce dossier, avec une priorité claire : réduire de manière significative les nuisances que vous subissez.

La représentante des habitants :

Je vais faire vite une brève déclaration et droit de réponse.

Je suis désolée mais ce que j'entends est à nouveau du "blablabla" quotidien. Comme je viens de le dire là, vous parlez de diminuer le nombre de personnes, de renforcer la sécurité, mais vous aviez déjà parlé de ça il y a quelques mois et on n'en voit pas le résultat, Monsieur le Bourgmestre !

Vous l'avez déjà dit qu'il y aurait une sécurité, des vigiles qui seraient mis sur place afin de sécuriser. Où sont-ils ?

Nous, ce qu'on voit, c'est que ce sont des gens qui sont en errance, qui sont vraiment en détresse. Et qui subit ? C'est nous, les contribuables, où nous devons payer des impôts mais on ne voit pas le résultat de ce qu'on paye. Ce qu'on reçoit, ce sont des défécations humaines. C'est un quartier dégueulasse où nos enfants, ou nous-mêmes, n'avons plus droit à des loisirs. On ne peut plus sortir et rentrer tard, on doit réfléchir à ce que nous allons faire. Même aller travailler, ce n'est plus possible.

Le quartier est devenu invivable, et ce depuis mai 2024, parce que vous avez décidé avec la Région d'accepter ce centre alors que nous, les citoyens, nous étions présents. On vous a donné une pétition et on vous a mis en garde : on vous a dit que ça allait mal se passer. Ça se passe mal.

S. BENNANI :

Ce qui est assez triste, en fait, c'est que finalement à Anderlecht, on accueille un peu toute la misère que les autres communes ne veulent pas accueillir.

Et là où je trouve que les choses ne sont pas justes, c'est qu'il a été annoncé un certain type de réfugiés. C'est ce qui m'a été dit par les habitants qui ont assisté.

Monsieur le Bourgmestre :

Au début, c'est la Croix-Rouge pour un accueil hivernal, et après c'est la plateforme citoyenne qui, depuis le début, a fait la rencontre citoyenne avec les habitants à laquelle vous faites référence. Et il n'a jamais été question.

S. BENNANI :

Donc, il n'a jamais été question d'accueillir que des familles ?

Monsieur le Bourgmestre :

Pas depuis que cela a été annoncé aux habitants.

S. BENNANI :

Donc la commune concentre à elle seule 7 centres de tout type. Je trouve cela quand même assez dommage qu'Anderlecht soit la seule commune à devoir concentrer tout ça. J'espère qu'à l'avenir, ce sera donc dans d'autres communes et pas uniquement sur notre commune.

Monsieur le Bourgmestre :

C'est dans tout le pays, comme je l'ai dit.